

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
N°IC 20033278
LA



*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié les 30 mai 2005 et 1^{er} août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, établissant le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU **le récépissé de déclaration** du 4 avril 1978, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LE BRIGNOU Jean », relatif à l'exploitation autorisant à CAVAN au lieu-dit « Kermin » d'un élevage avicole de 35000 poulets de chair (2 poulaillers)
- VU la demande présentée le 28 juin 2002 par l'installation classée « **LE BIHAN Anita** », sise « Kermin » en CAVAN, en vue de la régularisation de 23000 poulets de chair en extension de 35000 poulets de chair, à CAVAN au lieu-dit « Kermin » (Section ZB n° 1) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

- VU** les délibérations des conseils municipaux de BERHET (28 novembre 2002)- CAVAN (11 décembre 2002)- LANGOAT (17 décembre 2002)- MANTALLOT (5 décembre 2002)- PRAT (28 novembre 2002)- QUEMPERVEN (19 décembre 2002)-CAOUENNEC LANVEZEAC (3 février 2003);
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 14 avril 2005 ;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 16 septembre 2005 ;
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement article L.514-6 du Code de l'Environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ; et que les apports en « phosphore » ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ,
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LA ROCHE DERRIEN , dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;
- CONSIDERANT** que l'exploitation produit 10110 UN, dont 4960 UN seront mises à la disposition de deux prêteurs et 5210 UN réparties sur 36,9 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 141,2 UN/ha ;
- CONSIDERANT** que dans son rapport l'Inspecteur des Installations classées préconise qu'un prélèvement de 400 unités d'azote soit accordé à l'éleveur par prélèvement ~~sur~~ la marge cantonale,
- CONSIDERANT** que l'exploitation est gérée par un seul membre et comprendra après régularisation 15 vaches laitières et 2000 m2 de volailles ce qui est inférieur au seuil E.D.E.I.
- CONSIDERANT** que la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt a émis un avis favorable au bilan de fertilisation azotée présentée par le pétitionnaire,
- CONSIDERANT** que les objectifs de l'éleveur sont d'une part de produire des poulets à une densité au démarrage de 29 poulets par m2 avec une production d'azote de 4,5 unités/m2 ;
- CONSIDERANT** que l'augmentation de cheptel en production ne modifie pas la surface d'élevage et que cet élevage bénéficie du statut E.D.E.I.
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

La pétitionnaire est autorisée, au titre de l'installation classée « LE BIHAN Anita », sise à « Kermin » en CAVAN à installer et exploiter à la même adresse (section ZB n° 1) en CAVAN, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 58000 animaux équivalents en présence simultanée. (poulets standards légers).

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 1° de la nomenclature, la pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation du(des) bâtiment(s) devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2000 m2.

2.3.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel du(des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.3. - L'éleveur et les agriculteurs signataires d'une convention d'épandage avec le pétitionnaire devront utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène et ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants.

2.3.4. - Le pétitionnaire devra déposer en préfecture dans un délai de trois mois un bilan de fertilisation phosphorée pour chaque exploitation agricole recevant des déjections avicoles de l'élevage, y compris celle du pétitionnaire.

ARTICLE 3 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 5 -

La pétitionnaire est tenue de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Elle devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de CAVAN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de CAVAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « LE BIHAN Anita ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « LE BIHAN Anita » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

La décision préfectorale susvisée du 4 avril 1978 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 8 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de LANNION,

Le Maire de CAVAN,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de *BERHET - LANGOAT - MANTALLOT - PRAT - QUEMPERVEN - CAOUENNEC LANVEZEAC - ROSPEZ* pour information.

SAINT-BRIEUC, le

13 OCT. 2005

LE PREFET,

Pour le PREFET,

Le Secrétaire Général,



Jacques MICHELOT

